

Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle

Madame [REDACTED]  
Directrice  
EHPAD LE GRAND CHAMP  
20 RUE DU GRAND CHAMP  
81150 LAGRAVE

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des prescriptions maintenues et des recommandations retenues

**V/Réf :** Votre mail du 22/03/2024

Madame la Directrice,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 05/02/2024 vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives, ci-joint, précise les cinq prescriptions maintenues avec leur délai de mise en œuvre et la recommandation retenue avec son délai de mise en œuvre. En conséquence, je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de La Ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

Pour le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé Occitanie  
et par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe

  
Sophie ALBERT

Didier JAFFRE

Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle  
Pôle Régional Inspection Contrôle

## Tableau de synthèse des mesures correctives

### Contrôle sur pièces de l'EHPAD LE GRAND CHAMP situé à LAGRAVE 81

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

Ecart (6)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Prescription-recommandation)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS Maintenues : 5 Levée : 1
<b>Ecart 1</b> : L'établissement ne dispose pas d'un projet d'établissement valide de moins de 5 ans ce qui contrevient aux dispositions de l'article L311-8 du CASF.	Art. L.311-8 du CASF	<u>Prescription 1</u> : Actualiser le projet d'établissement et le transmettre à l'ARS.	<b>Délai : Effectivité 2024.</b>		Prescription maintenue  Délai : Effectivité fin 2024.
<b>Ecart 2</b> : En ne disposant pas d'un règlement de fonctionnement valide de moins de 5 ans, l'établissement contrevient aux dispositions de l'article R 311-33 du CASF.	Art. R.311-33 du CASF	<u>Prescription 2</u> : Actualiser le règlement de fonctionnement et le transmettre à l'ARS.	<b>Délai : 6 mois</b>		Prescription maintenue  Délai : Effectivité fin 2024.
<b>Ecart 3</b> : Le CVS ne se réunit pas au moins 3 fois par an sur convocation du Président ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.311-16 du CASF.	<u>Formes de participation</u> : Art. L.311-6 du CASF <u>Compétences</u> : Art. D.311-3 à 32-1 CASF Art. D.311-15 – I du CASF	<u>Prescription 3</u> : Transmettre les compte-rendu 2023 des CVS	<b>Délai : Immédiat</b>		Prescription maintenue pour 2024.  A ce jour, il n'y a pas de CVS constitué, la mission prend note des élections qui se sont tenues le 22/03/2024.  Bien vouloir transmettre dès que possible le PV

					d'installation et le planning 2024.  Délai : effectivité fin 1 <sup>er</sup> semestre 2024.
<b>Ecart 4</b> : Le temps d'ETP du médecin coordonnateur contrevient à l'article D312-156 du CASF.	Art. D.312-156 du CASF	<u>Prescription 4</u> : se mettre en conformité à la réglementation.	<b>Délai : 6 mois</b>		Prescription réglementairement maintenue  Délai : effectivité 2024-2025.
<b>Ecart 5</b> : La procédure d'amélioration continue des pratiques professionnelles n'existe pas, La procédure de déclaration des dysfonctionnements et EIG aux autorités (ARS et CD) n'existe pas ce qui contrevient aux dispositions de l'article L.312-8 du CASF.	Art. L.312-8 du CASF	Prescription 5 : Elaborer une procédure d'amélioration continue des pratiques professionnelles	<b>Délai : 6 mois</b>		Au vu des éléments transmis.  Prescription levée
<b>Ecart 6</b> : La structure déclare ne pas disposer d'une convention avec un ou plusieurs pharmaciens titulaires d'officine, ce qui contrevient à l'article L5126-10 du CSP.	Art. L.5126-10 du CSP	<u>Prescription 6</u> : La structure est invitée à établir une convention avec un ou des pharmaciens titulaires d'officine, conformément à l'article L.5126-10 du CSP.  <b>Délai : 6 mois</b>			Prescription maintenue Jusqu'à la transmission de la convention avec la pharmacie [REDACTED] [REDACTED]

Remarques (2)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS Maintenue : 1 Levée : 1
<b>Remarque 1</b> : La structure déclare ne pas mettre en place d'actions de formation professionnelles (bonnes pratiques).	<a href="#">Qualité de vie en EHPAD - mars 2018</a>	<b>Recommandation 1</b> : Etablir un plan de formation du personnel aux bonnes pratiques professionnelles	<b>Délai : 6 mois</b>		Recommandation maintenue  Délai : effectivité fin 2024
<b>Remarque 2</b> : Selon la structure, le plan de formation du personnel à la déclaration n'existe pas.		<b>Recommandation 2</b> : L'établissement est invité à établir un plan de formation du personnel à la déclaration. Transmettre à l'ARS le plan de formation.	<b>Délai : 6 mois</b>		Recommandation levée.